

**REGLEMENT DE CONSULTATION
PROCEDURE AVEC NEGOCIATION (NEGOCIE MDS)
PHASE CANDIDATURES**

Pouvoir Adjudicateur

ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

Représenté par

Le Directeur du Service d'Infrastructure de la Défense Méditerranée (SID MED)

Objet de la consultation

2020/ESID-TLN/0983

BNT - REFONTE DE LA SUPERVISION DE LA BOUCLE ENERGIE

Remise des candidatures

Date et heure limite de réception : **Mardi 16 septembre 2025 à 15h30**

REGLEMENT DE CONSULTATION

« PHASE CANDIDATURES »

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
Article 1 – Acheteur	3
Article 2 – Description des prestations.....	4
Article 3 – Conditions de la consultation	4
Article 4 – Dossier de consultation des candidats.....	7
Article 5 – Conditions de participation.....	8
Article 6 – Composition et transmission du dossier de candidature	9
Article 7 – Sélection des candidatures.....	11
Article 8 – Invitation À participer à la phase offre	12
Article 9 - Informations sur la négociation	13
Article 10 - Délai de validité des offres.....	13
Article 11 – Renseignements complémentaires	14
Article 12 – Procédure de recours	14

Annexe 1 : dispositions relatives à la transmission de la copie de sauvegarde

Annexe 2 : l'attestation « Engagement du candidat au regard des informations et supports portant la mention « Diffusion Restreinte »

Annexe 3 : Fiche d'autocontrôle des pièces à fournir au stade de la candidature

ARTICLE PRELIMINAIRE

En application des dispositions prévues à l'article R. 2332-11, dans le cadre de cette consultation, les documents requis des candidats (**documents relatifs à la candidature**) sont transmis uniquement par voie électronique. Ainsi, le candidat qui enverrait son pli sous un autre support autre que celui du profil d'acheteur (via la PLACE) verra son offre jugée irrégulière au sens de l'article L. 2152-2 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent également par voie électronique. Les documents de la consultation dont la signature électronique est requise doivent être signés électroniquement conformément aux exigences du règlement n° 910/2014 du 23/07/2014 relatives à la signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié.

A cet effet, nous conseillons aux soumissionnaires de se munir d'un certificat de signature électronique au moment de la remise du pli.

Il est à noter qu'au titre de l'article R.2332-14 du code de la commande publique, les candidats peuvent adresser une copie de sauvegarde sur un support physique électronique (Ex. clé USB). Cette copie de sauvegarde ne pourra être prise en compte que dans les cas décrits dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

PREAMBULE

La Base Navale de Toulon, port d'attache principal de la flotte militaire française, s'appuie sur une infrastructure électrique critique qui alimente ses activités industrielles et opérationnelles. Cette distribution électrique est assurée par une boucle d'énergie complexe, composée des réseaux 63 kV, 10 kV 50 Hz et 6,3 kV 60 Hz, dont la supervision est réalisée via une Gestion Technique Centralisée (GTC).

L'opération a pour objet la rénovation et la cybersécurisation de cette GTC.

ARTICLE 1 – ACHETEUR

Acheteur : Ministère des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Service d'Infrastructure de la Défense Méditerranée

Adresse postale du SID Méditerranée : BCRM de Toulon
Service d'Infrastructure de la Défense Méditerranée
Service achats infrastructure
Bureau achats métier
BP 71
83 800 TOULON

Adresse géographique : Service d'Infrastructure de la Défense Méditerranée
Service achats infrastructure
Enceinte de la base navale de Toulon
Allée Amiral Baudin
83800 Toulon cedex 9

Pays : France
Code NUTS : FRL05

Téléphone : (+33) 04.22.43.63.42.

Adresse Internet du profil acheteur dédié, Plateforme des achats de l'État (PLACE), espace entreprises : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Article 2.1 – Nature

La consultation a pour objet la refonte de la supervision de la boucle énergie de la Base Navale de Toulon (BNT).

La description précise des prestations et leurs spécifications techniques seront indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) constitutif du dossier de consultation des entreprises (DCE) qui sera mis à disposition lors de la phase dite « de remise des offres ».

Adresse : Base Navale de Toulon (83)

Article 2.2 – Eléments essentiels

Ce marché comprend la mise à niveau des équipements matériels, incluant serveurs, clients légers et baie informatique, ainsi que la mise en place d'une architecture redondante pour garantir la haute disponibilité du système. Par ailleurs, le logiciel de supervision Intouch fera l'objet d'une modernisation approfondie, intégrant l'ajout de nouvelles fonctionnalités et une refonte des interfaces visuelles.

La cybersécurisation des équipements du Système Informatique de Distribution de l'Électricité (SIDE) est un volet majeur de ce projet, avec la mise en œuvre de mesures conformes aux standards actuels de sécurité. Le projet prévoit également la sécurisation des accès aux locaux stratégiques par l'installation de dispositifs de contrôle d'accès et/ou de vidéosurveillance, ainsi que la réfection des locaux techniques concernés.

L'ensemble des travaux devra être conduit dans le strict respect de la continuité de service, garantissant ainsi la disponibilité opérationnelle permanente de la Base Navale.

L'opération ne prévoit aucune contrainte liée à la sûreté nucléaire.

Article 2.3 – Calendrier prévisionnel

La date prévisionnelle de début des prestations est : mai 2026.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

Article 3.1 – Etendue et mode de la consultation

La présente consultation relève du champ d'application des dispositions du livre III MARCHES DE DEFENSE OU DE SECURITE (MDS) : Articles R .2300-1 à R. 2397-4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Article 3.2 - Type et forme de contrat

Elle est lancée passé selon la procédure avec négociation, en application des articles L. 2320-1, L. 2324-3 et R. 2324-3 du code de la commande publique.

Cette procédure implique un déroulement en deux phases :

1° phase « candidature » : les seuls éléments des dossiers de candidature, demandés dans ce règlement de la consultation, seront analysés et permettront une sélection des candidats pour la phase offre ;

2° phase « offre » : le pouvoir adjudicateur enverra une lettre de consultation adressée aux seuls candidats retenus qui pourront alors soumettre leur offre, après avoir consulté les éléments du règlement de la consultation de l'offre.

Ainsi, lors de la phase de candidature, les documents de consultation transmis via le profil d'acheteur PLACE sont limités (cf. art 6.1 ci-après). Les documents de la phase offre seront accessibles ultérieurement aux seuls candidats retenus à l'issue de la phase de candidature.

Article 3.3 – Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :
Code CPV : 50532400-7 Service de réparation et d'entretien de matériel de distribution électrique.

Article 3.4 - Le Pouvoir Adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'ingénieur général de 2ème classe Pierre-Jean RONDEAU, directeur du Service d'Infrastructure de la Défense Méditerranée, habilité par arrêté ministériel en date du 22 juin 2007 modifié.

Pour l'exécution du présent marché, les attributions du pouvoir adjudicateur sont assurées par le directeur du service d'infrastructure de la défense Méditerranée (SID MED), et sont déléguées au Chef de la Division Maritime et Portuaire et Industriel du SID MED.

Article 3.5 - Types de prestations et CCAG applicable

La procédure a trait à la passation d'un marché de services.
Le CCAG applicable est celui relatif aux fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021).

Article 3.6 - Décomposition en lots et tranches

3.6.1- Décomposition en lots :

Il n'est pas prévu de décomposition en lot.

3.6.2- Décomposition en tranches :

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3.6.3- Décomposition en parties techniques ou phases :

Le marché comprend trois (3) parties techniques décomposées comme suit :

Partie technique	Objet
1. « Études d'exécution »	L'entreprise titulaire réalise les études d'exécution. Elle fait apposer le VISA de la maîtrise d'ouvrage sur tous les documents d'exécution (plans, modes opératoires, descriptifs, fiches produits etc...) pour autoriser la mise en œuvre.
2. « Approvisionnement en matériel et fabrication »	L'entreprise titulaire réalise ses commandes de matériel, fait procéder à la fabrication, réceptionne en usine et à pied d'œuvre ses équipements. Les matériels concernés par la partie technique n°2 sont ceux nécessaires à la refonte de la GTC et la cybersécurisation de la boucle énergie.
3. « Réalisation des exécutions sur site »	L'entreprise titulaire met en œuvre la préparation logistique du chantier et procède aux visites obligatoires avec le CSPS. L'entreprise titulaire réalise l'ensemble des prestations de refonte et de cybersécurisation de la boucle énergie.

La partie technique 1 sera lancée par OS.

La partie technique 2 sera lancée par OS (mais sans obligation d'admission préalable de la PT1).

La partie technique 3 sera lancée par OS (mais sans obligation d'admission préalable de la PT2).

Article 3.7 - Délai(s) d'exécution

La durée d'exécution des prestations est de 24 mois. Il est prévu une période de préparation d'un (1) mois non incluse dans le délai global contractuel.

Le marché ne fera pas l'objet d'une reconduction.

Article 3.8 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

Article 3.9 – Prestations Supplémentaires Eventuelles

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

Article 3.10 - Modalités essentielles de financement et de paiement

- Financement du marché : le marché est financé sur le budget de l'Etat ;
- Mode de règlement : le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le virement par mandat administratif ;
- Règlement des comptes : les prix sont révisables et paiement sur acomptes mensuels ;
- Délais de paiement : les délais de paiement sont fixés conformément aux articles L. 2392-10 et R.2392-10 du code de la commande publique, dans les conditions indiquées au C.C.A.P.
- - Avance : une avance de 30% est prévue dans les conditions qui seront précisées dans les documents particuliers du marché.

Article 3.11 - L'exécution du marché est soumise à des conditions particulières - détention de documents en diffusion restreinte

Le présent dossier intéresse la Défense.

Des documents et supports portant la **mention « Diffusion Restreinte »** seront remis aux candidats sélectionnés dans le cadre de cette consultation.

Ces documents et supports ne peuvent être utilisés à d'autres fins que l'élaboration d'une offre à la procédure de passation du présent marché. En conséquence, ils ne peuvent être communiqués qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour la remise de l'offre de l'opérateur économique soumissionnaire.

En conséquence, ces documents et supports ne seront remis par l'acheteur public qu'aux candidats qui préalablement se seront engagés à assurer leur protection.

Cet engagement se matérialise par la remise de l'attestation intitulée « Engagement du candidat au regard des informations et supports portant la mention « Diffusion Restreinte ».

Ce document est en **annexe 2** du présent règlement de candidature, il est à compléter, à parapher et à signer.

Il sera également joint l'attestation d'homologation du système d'information par l'autorité d'homologation de l'entreprise ou la preuve d'une démarche d'initialisation de la demande d'homologation de sécurité.

Il est transmis avec les pièces de candidatures demandées dans de cette consultation.

Les candidats n'ayant pas remis cet engagement, dûment renseigné, paraphé page par page, et signé, seront éliminées.

ARTICLE 4 – DOSSIER DE CONSULTATION DES CANDIDATS

Article 4.1 – Contenu du dossier

Le dossier de consultation publié sur le profil d'acheteur comporte :

1	Avis d'appel public à concurrence
2	Règlement de la consultation et ses annexes* – phase candidature

***Annexes au Règlement de la consultation :**

1	Dispositions relatives à la transmission de la copie de sauvegarde
2	Attestation « Engagement du candidat au regard des informations et supports portant la mention « Diffusion Restreinte
3	Fiche d'autocontrôle des pièces à fournir au stade de la candidature

La présente consultation est au stade de la phase de sélection des candidatures, les documents de consultation (AE, CCTP, CCAP, ...) ne sont donc pas téléchargeables, ils seront transmis ultérieurement aux candidats admis.

Article 4.2 – Modification de détail au dossier

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures est reportée, la stipulation précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4.3 – Demandes de clarifications

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats peuvent poser des questions relatives à cette consultation sur le profil d'acheteur au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des candidatures.

Les demandes de clarifications adressées par un autre canal que le profil d'acheteur ne seront pas traitées.

Article 4.4 – Visite du site

Il n'y a pas de visite de site prévue en phase candidatures.

Article 4.5 – Assistance mise à disposition des entreprises sur la PLACE

Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre son pli.

Les paramètres à prendre en compte par le candidat sont les capacités techniques de son matériel, le type de raccordement à Internet et le trafic sur le réseau internet. Ces paramètres peuvent considérablement augmenter le délai moyen de téléchargement.

Les entreprises se trouvant dans des zones où des problèmes de débit se posent devront anticiper les remises de leurs plis en prenant suffisamment de marge de sécurité pour que le pli parvienne dans les délais.

Les frais d'accès

Les frais d'accès au réseau et à l'obtention d'un certificat de signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

La boîte aux lettres du candidat (BAL)

Attention : certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plate-forme PLACE. Les candidats doivent être vigilants sur ce point et vérifier également que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigées vers les « courriers indésirables ».

Guides d'utilisation

Des guides d'utilisation et des films d'autoformation sont disponibles dans la rubrique « Aide » sur le site afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme. Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponibles sur le site au bas de l'écran.

Difficultés

En cas de difficultés sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE), une assistance en ligne est mise à la disposition des entreprises depuis le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseAide> ou via une languette « Assistance » située à droite de l'écran.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, particulièrement dans les heures précédant l'heure limite de remise des candidatures ou des offres, l'acheteur recommencera la procédure.

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE PARTICIPATION

La consultation s'adresse aux candidats remplissant les conditions de participations définies ci-dessous, en termes de capacités juridique, technique, professionnelle, économique et financière.

Conformément à l'article R. 2342-12 du CCP, en cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement, l'appréciation des capacités est globale. Les justificatifs de candidature sont à fournir le cas échéant par chacun des membres du groupement.

Article 5.1 – Forme juridique du candidat

Les candidats peuvent répondre à la consultation à titre individuel ou sous la forme d'un groupement momentané d'entreprises.

Article 5.2 – Conditions propres aux candidatures en groupement

Article 5.2.1 – Forme du groupement

Aucune forme de groupement n'est imposée par l'acheteur.

En cas de groupements, ces derniers pourront être modifiés après agrément des candidatures et jusqu'à la remise de l'offre initiale selon les dispositions de l'article R.2342-13 du CCP. En cas de modification ou de constitution d'un groupement, tous ses membres doivent avoir été autorisés à présenter une offre ou à y participer, au moins en tant que sous-contractant accepté dans la phase de candidature, et le groupement modifié ou nouvellement constitué doit respecter les exigences de l'acheteur relatives aux capacités des candidats.

Article 5.2.2 – Exigences quant au mandataire

En application de l'article R. 2342-2 du CCP, un opérateur économique ne peut être mandataire que d'un seul groupement.

En cas de candidature d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire.

Article 5.2.3 – Candidatures multiples

Les candidats ne peuvent pas se présenter seul et dans un ou plusieurs groupements.

Article 5.2.3 – Tâches essentielles

Sans objet

Article 5.2.4 – Recours à la sous-traitance et aux capacités d'autres opérateurs économiques

En application de l'article R. 2342-2 du CCP, pour justifier de sa capacité et remplir les conditions de participation, le candidat peut recourir à la sous-traitance ou avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent.

Le candidat fournira les documents de candidature ainsi qu'un engagement écrit pour chaque sous-traitant présenté. Dans ce cas, le candidat déclare ce sous-traitant dès le stade de la candidature via le formulaire DC4, il fournit les justificatifs des capacités du sous-traitant et renseigne dans son formulaire DC2 la rubrique H.

ARTICLE 6 – COMPOSITION ET TRANSMISSION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Article 6.1 – Dossier de candidature

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

NB : afin de permettre aux candidats de vérifier la complétude de leur dossier une fiche d'autocontrôle est fournie en annexe 3.

➤ Documents à fournir dans le cadre de détention de documents en diffusion restreinte

L'attestation intitulée « Engagement du candidat au regard des informations et supports portant la mention « Diffusion Restreinte », complétée, paraphée et signée (soit signature manuscrite et scannée soit signée électroniquement).

➤ Documents à fournir démontrant l'aptitude du candidat à exercer l'activité professionnelle

- le formulaire DC1 téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>), renseigné ou équivalent, établi par le candidat individuel ou le mandataire en cas de groupement, comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres en cas de réponse en groupement.

- une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du code de la commande publique ;

- les pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat ;

➤ Documents à fournir démontrant les capacités économiques et financières du candidat

- le **formulaire DC2** téléchargeable à partir du lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>), renseigné ou équivalent ;

- le chiffres d'affaires des trois dernières années ;

- Preuve d'une assurance des risques professionnels d'un niveau adapté au marché.

L'ensemble de ces documents sont à produire par toutes les entreprises en cas de groupement.

- **Documents à fournir démontrant les capacités techniques et professionnelles du candidat**
 - Une liste des principaux services fournis au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
 - Ce marché comportant également des travaux de pose et d'installation, l'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services et de conduite des travaux de même nature que celle du marché public
 - Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

L'ensemble de ces documents sont à produire par toutes les entreprises en cas de groupement.

Article 6.2 – Accès de l'acheteur aux documents justificatifs et autres moyens de preuve

En application de l'article R. 2343-14 du CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés au présent règlement s'ils fournissent à l'acheteur dans leur dossier de candidature les informations nécessaires pour accéder gratuitement soit à un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel, soit à un espace de stockage numérique, contenant les documents justificatifs et moyens de preuve relatifs à leurs capacités.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis à l'acheteur lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables. S'ils font usage de cette faculté, les candidats précisent dans leur dossier de candidature la consultation lancée par l'acheteur où ces documents seraient disponibles et encore valables.

Article 6.3 – Modalités de dépôt des candidatures

En conformité avec l'article R.2351-6 du code de la commande publique, les candidatures sont transmises en une seule fois. Dans le cas où plusieurs candidatures sont successivement transmises par un même candidat, les plis transmis antérieurement au dernier reçu dans la DLRO ne seront pas rejetés systématiquement. Chaque pli devra être ouvert si les circonstances l'exigent, tout en respectant le principe d'égalité et de traitement des candidats.

Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites ne seront pas retenus.

La remise des dossiers de candidature s'effectue exclusivement de manière dématérialisée sur le profil d'acheteur sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr> dans les conditions particulières suivantes :

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr , ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt , .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Les dispositions relatives à la transmission de la copie de sauvegarde sont détaillées dans l'**annexe 1** du présent règlement.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité du pli. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

ARTICLE 7 – SELECTION DES CANDIDATURES

Article 7.1 – Recevabilité des candidatures

Les candidatures reçues hors-délai sont éliminées en application de l'article R.2343-2 du code de la commande publique.

L'acheteur procédera à l'analyse des candidatures en examinant préalablement leur recevabilité en termes de complétude administrative du dossier et de conformité aux conditions de participation.

Pour être recevables, les candidatures doivent répondre aux conditions de participation suivantes :

- Conformité de la candidature au vu des conditions exposées ci-avant en termes de forme du groupement, candidatures multiples, situation juridique, niveau de capacités professionnelles, techniques et financières, assurance professionnelle et exigences de protection et de classification du contrat.
- L'acheteur vérifie que les candidats :
 - n'entrent dans aucun des cas de motifs d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique, et notamment qu'ils sont en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
 - disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

En cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur, l'opérateur économique présente, à la demande de l'acheteur, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Conformément à l'article L. 2141-12 du code de la commande publique, lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation du marché, placé dans l'une des situations d'exclusion mentionnées précitées, il en informe sans délai l'acheteur. Dans cette hypothèse, l'acheteur exclut le candidat pour ce motif.

Article 7.2 – Examen des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de **10 jours**.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées. Les critères de candidatures sont : les capacités professionnelles, techniques et financières.

Les candidats satisfaisants à la recevabilité et l'examen de candidature seront admis et invités à participer à la phase offre. En application des dispositions de l'article R.2342-9 du code de la commande publique, **le nombre de candidats invités afin de pouvoir présenter leur offre n'est pas limité**.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute candidature incomplète pourra être écartée.

L'acheteur informe les candidats non retenus avant de transmettre l'invitation pour la phase offre aux candidats admis.

ARTICLE 8 – INVITATION À PARTICIPER A LA PHASE OFFRE

Après avoir arrêté définitivement la liste des candidats admis, l'acheteur leur transmettra simultanément par voie électronique une invitation à participer et à télécharger le DCE de la phase offre et les informant de la date et l'heure limite de remise des offres.

L'invitation à participer précisera également les modalités d'accès au dossier de consultation.

Le règlement de la consultation, en phase offre, précisera les modalités de remise et de jugement des offres.

Les **critères d'attribution** seront les suivants :

Critères	Pondération
Prix	50 %
Valeur technique	50%

Il sera demandé à l'attributaire pressenti de fournir avant la notification, les preuves qu'il ne se trouve pas dans un des cas de motifs d'exclusion. En l'absence de fourniture de ces documents, le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après est sollicité pour produire les documents nécessaires. Les preuves demandées sont les suivantes :

- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du code de la commande publique une déclaration sur l'honneur ;
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-2 du code de la commande publique, les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les administrations et organismes compétents ;
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ;
- L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du code de la commande publique, la production de son numéro unique d'identification ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.

L'attributaire pressenti fournira également :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et paiements prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales ;
- Le certificat attestant de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 243-15 du code de sécurité sociale délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les justificatifs et moyens de preuve lorsque le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

ARTICLE 9 - INFORMATIONS SUR LA NEGOCIATION

A l'issue de l'étude des offres initiales, le pouvoir adjudicateur négocie avec tous les soumissionnaires ayant déposés une offre recevable et régulière.

Conformément à l'article R.2352-1, les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Lorsque la négociation a pris fin, les offres qui demeurent irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre. Les conditions de réception des nouvelles propositions seront précisées dans la lettre d'invitation à négocier transmis par le pouvoir adjudicateur à chaque candidat admis à négocier.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mener plusieurs phases de négociation successives.

ARTICLE 10 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres sera de 180 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la réception des offres finales.

ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Renseignements d'ordre administratif : Mme GIANNINI Nathalie
Coordonnées de l'acheteur désigné : 04.22.43.63.42.

ARTICLE 12 – PROCEDURE DE RECOURS

Article 12.1 - Recours contentieux

Dès qu'il a fait son choix, le Pouvoir Adjudicateur avise, par courrier via la PLACE, les candidats qui n'ont pas été retenus des motifs du rejet de leurs candidatures ainsi que des voies et délais de recours. Le cas échéant, pour tout renseignement, l'instance chargée des procédures de recours contentieux est :

Le tribunal territorialement compétent :

Tribunal Administratif de Toulon
5 rue Racine
CS 40510
83041 TOULON CEDEX 9

Tél : 0494427930
Télécopie : 0494427989
Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Toulon
5 rue Racine
CS 40510
83041 TOULON CEDEX 9

Tél : 0494427930
Télécopie : 0494427989
Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Auprès de lui, différents recours sont possibles :

➤ Référé précontractuel :

Le référé précontractuel peut s'appliquer à tout moment de la procédure, à compter de l'avis de publicité et jusqu'à la signature du contrat, dans les conditions prévues à l'article L 551-1 du code de justice administrative. Seules les personnes ayant un intérêt à conclure le contrat sont habilitées à recourir à cette procédure.

L'introduction d'un référé précontractuel suspend automatiquement la procédure de passation jusqu'à la décision du juge.

➤ Référé contractuel :

Le référé contractuel peut être formé à compter de la date de publication de l'avis d'attribution pendant un délai d'un mois.

Ce recours n'est pas cumulable avec la mise en œuvre d'un référé précontractuel sauf si la personne publique n'a pas respecté la suspension de la procédure pendant la phase de référé précontractuel.

➤ Recours de plein contentieux :

Sur le fondement de la jurisprudence « Département de Tarn-et-Garonne » du 4 avril 2014, il permet, aux concurrents évincés de la conclusion d'un contrat administratif ainsi qu'aux tiers au contrat, de contester la validité du contrat ou certaines de ses clauses ainsi que les actes détachables préalables à sa conclusion.

Le recours doit être effectué devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de DEUX (2) MOIS suivant l'accomplissement de mesures de publicité relatives à la conclusion du contrat. Le recours de plein contentieux peut être assorti d'un référé-suspension fondé sur l'article L 521-1 du code de justice administrative.

➤ **Recours pour excès de pouvoir :**

Les clauses réglementaires du contrat et la décision d'abandon de procédure sont susceptibles d'être contestées par la voie du recours pour excès de pouvoir dans un délai de DEUX (2) MOIS en application de l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative.

Article 12.2 – Comité consultatif de règlement amiable des litiges

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif
Place Félix Baret
CS 80001
13282 MARSEILLE CEDEX 06

Courriel : catherine.pietri@paca.pref.gouv.fr

ANNEXE 1

Dispositions relatives à la transmission de la copie de sauvegarde

ANNEXE 2

L'attestation « Engagement du candidat au regard des informations et supports portant la mention « Diffusion Restreinte »

ANNEXE 3

FICHE D'AUTOCONTROLE DES PIECES A FOURNIR AU STADE DE LA CANDIDATURE